

Appel au peuple réunionnais

Le 11/03/2015,

Nous, Réunionnais et Réunionnaises, lançons un appel à la réflexion et à l'action pour l'avenir de la Réunion.

Une urgence sociale !

Le constat de notre situation est alarmant : 1 jeune sur 2 au chômage, 116 000 illettrés (INSEE 2011), la moitié de la population sous le seuil de pauvreté, des inégalités de plus en plus grandes... Une fracture sociale qui explose parfois en révoltes urbaines comme la première en 1991 (« émeutes du Chaudron ») et la dernière datant de 2012. Ces révoltes témoignent d'un profond malaise dans une partie de la jeunesse réunionnaise, un malaise à la fois social et identitaire, face à une société post-coloniale qui n'a pas encore entièrement soigné les blessures de son passé. Comment soigner ces blessures, touchant une partie des Réunionnais au sein d'une société profondément inégalitaire ? Comment en finir avec cet héritage d'esprit colonialiste d'un côté, et d'esprit colonisé de l'autre ?

L'esclavage a été aboli, pas le racisme et l'exploitation.

La Réunion n'est pas une île où plusieurs peuples se sont donnés rendez-vous pour vivre en harmonie. Dès le départ, notre histoire est marquée par la violence, l'humiliation, la déportation. Les premiers habitants de l'île furent déportés depuis Madagascar. Par la suite, les bateaux négriers ont organisé la déportation massive d'esclaves sur l'île, pour fournir de la main d'oeuvre aux colons européens installés ici. Ces esclaves furent coupés de leur terre, de leur culture, et se trouvèrent à la merci de Blancs avides de profits. Les Noirs étaient alors considérés comme des objets, des marchandises, non par « méchanceté » ou mépris, mais pour le bénéfice d'une économie coloniale qui fit la fortune de la France, permettant à celle-ci d'être une des plus grandes puissances impérialistes européennes. Sans ses colonies, la France ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

La traite négrière, puis l'esclavage furent abolis. L'esclavage fut aboli 2 fois par la France : les colons réunionnais refusèrent d'appliquer la première abolition de 1794, et Napoléon rétablit l'esclavage en 1802. L'esclavage rencontrant de plus en plus de résistances dans l'empire colonial français, ce système fut définitivement abandonné en 1848, pour laisser place à l'engagisme, un système par lequel on fit immigrer indiens, chinois et africains, de gré (par le mensonge d'un avenir meilleur) ou de force, pour travailler sous contrat dans des conditions proches de celles des esclaves. De plus, le « vagabondage » étant interdit, les esclaves qui ont été affranchis avaient l'obligation de revenir travailler pour d'anciens propriétaires d'esclaves, pour ne pas finir en prison.

La société réunionnaise a depuis évolué, mais **les inégalités structurelles inhérentes au mode de production esclavagiste et colonial ont eu des répercussions jusqu'à aujourd'hui sur nos esprits et sur la structure sociale réunionnaise actuelle.**

Une fracture sociale et coloniale

Une fracture divise notre société inégalitaire réunionnaise : d'un côté ceux qui *galèrent*, au chômage, qui survivent avec des contrats précaires, ou à des postes subalternes (la majorité des réunionnais ainsi que nos frères et soeurs des îles voisines). De l'autre, ceux qui vivent bien, qui n'ont pas à se soucier du lendemain, qui jouent le rôle de dominants dans le système, au niveau politique, économique et culturel (une minorité de Réunionnais et une majorité de Zorèy*). Entre les deux, une "classe moyenne" composée essentiellement de fonctionnaires, culturellement assimilée (calqués sur la culture dominante), servant de rouage intermédiaire du système, que l'État français a accepté de promouvoir afin de prouver l'efficacité de sa méritocratie, et d'ériger un rempart local contre une révolte sociale.

La fracture se construit dès l'enfance, à l'école. Avec deux facteurs qui se conjuguent avec un effet désastreux : la misère sociale et la diglossie (existence de deux langues sur un même territoire, l'une ayant un statut dominant par rapport à l'autre).

D'un côté des enfants qui ont comme langue maternelle le français, qui sont soutenus par des parents ayant une situation plus ou moins confortable, et qui auront toutes les chances de leur côté pour réussir dans le système scolaire.

De l'autre côté, des enfants réunionnais avec une situation sociale et familiale difficile, qui ont comme langue maternelle le réunionnais, que l'école de la République met volontairement de côté (ou même stigmatise) et qui provoque une opposition entre elle et l'enfant, pouvant aller jusqu'au rejet du système scolaire par ce dernier.

L'idéologie colonialiste qui met la France sur un piédestal (et dénigre le reste) a aussi une conséquence au niveau de notre psychologie. Nous en arrivons à détester notre africanité, notre histoire, notre langue, et à avoir honte de nous-mêmes.

C'est toujours cette idéologie colonialiste qui est à l'origine de l'organisation de l'émigration massive de notre jeunesse réunionnaise vers l'Europe (les Réunionnais déportés « Enfants de la Creuse », BUMIDOM, ANT, CNARM...), et qui en même temps fait entrer des travailleurs Zorèy* à la Réunion pour nous « encadrer », et nous montrer comment on doit se comporter quand on est français. Aimé Césaire a appelé ce processus le « génocide par substitution ».

En conséquence de tout cela, notre dévalorisation se retrouve aussi dans le monde du travail réunionnais: à diplôme égal, pour les emplois qualifiés, un Zorèy a plus de chance d'obtenir un emploi à la Réunion qu'un Réunionnais ([Rapport Aubry 1997](#) : « Les métropolitains ont plus souvent un emploi que les natifs dans les DOM » - [Rapport INED 2012](#) : « A diplôme égal, un Métropolitain semble avoir un avantage sur le marché du travail et accéder plus facilement qu'un natif à une profession de qualification élevée. »). Le jeune Réunionnais qui part faire ses études en France revient sur son île avec moins de chance de trouver un emploi correspondant à ses qualifications qu'une personne qui n'y a jamais vécu...

Pendant ce temps, notre position sociale est tournée en ridicule par certains néo-colons qui croient que la Réunion est à eux. Comme par exemple cette marque de vêtements qui a réussi le tour de force à se faire passer pour une marque "péi" : Pardon! Cette marque qui vend des tee-shirts véhiculant les mêmes clichés racistes que l'extrême-droite en France vis-à-vis de nous : alcoolisme,

chômage, drogue, paresse, assistanat. Clichés qui contribuent à nous dévaloriser, qui stigmatisent encore plus notre Peuple.

La question du statut

La question du statut de la Réunion ne se pose uniquement que d'un point de vue pragmatique en vue du **développement de la Réunion** et de plus de **justice sociale**. Après la départementalisation, le pouvoir français a utilisé la menace de l'indépendance pour faire taire les revendications identitaires et politiques. Dans les années 60 et 70, la politique menée par le colonialiste Michel Debré a été dévastatrice pour l'identité réunionnaise. Toute personne refusant l'assimilation forcée étant étiquetée « indépendantiste », et parfois même déportée (« ordonnance Debré »). C'est notre parole et notre culture qui furent mises sous scellé, le seul modèle légitime étant celui de la « Métropole ».

Nous pensons que « Département d'Outre-Mer » n'est qu'un statut parmi d'autres, et que si ce statut ne profite pas aux Réunionnais, il doit être modifié selon nos besoins réels. Il ne pourrait y avoir de changement positif pour la Réunion sans projet politique concret pour donner plus de libertés à notre île et son Peuple pour gérer ses propres affaires, de façon adaptée à la situation locale. La question n'est pas « département ou indépendance », mais plutôt : quel est l'outil le plus adapté pour résoudre au mieux les problèmes sociaux à la Réunion et qui respecte notre identité ? **Toutes les solutions sont possibles si nous le voulons, même sans quitter le cadre français. Refusons de nous faire imposer les termes du débat !**

Agissons !

Nous ne voulons plus être des victimes passives du colonialisme français et être traités comme des citoyens de seconde zone, mais, comme certains de nos ancêtres qui résistèrent à l'oppression (Élie, Furcy, Anchaing, Héva...), revendiquer notre droit à vivre comme des êtres humains qui ont leurs propres intérêts, leur propre identité. Nous ne sommes pas inférieurs "par nature". Notre infériorité a été construite par notre histoire coloniale, par les rapports de domination de classe et de race (fait social, non biologique), qui ont découlé de l'esclavage, de l'engagisme, du capitalisme, et du chômage de masse. Nous devons nous **décoloniser !**

Nous décoloniser c'est nous prendre en main, et ne plus laisser d'autres décider à notre place. C'est nous recentrer sur nous-mêmes, avoir confiance en nous, pour mieux nous ouvrir aux autres, d'égal à égal. Nous décoloniser pour ne plus être que des consommateurs de produits importés, mais devenir les acteurs du développement de la Réunion, produire ce dont nous avons besoin pour vivre : **aller vers une autonomie alimentaire.**

Notre place n'est pas en bas de l'échelle sociale. Brisons nos chaînes, qu'elles soient sociales ou mentales, pour nous donner la place qui nous revient sur notre île, dans tous les secteurs de l'économie, à tous niveaux.

Pour y arriver, nous devons nous débarrasser de nos complexes d'infériorité, et prendre l'initiative du changement, pas pour la réussite de quelques uns, mais pour l'émancipation de tous !

Ceci est un appel à l'organisation, par nous-mêmes, pour nous-mêmes. Nous organiser de toutes les façons possibles, collectivement, avec des buts précis et réfléchis, pour faire entendre notre voix, peser dans les décisions, construire un rapport de force, faire de la Politique mais sans politiciens professionnels ni calculs électoralistes. Pour élever nos consciences à l'intérêt général de la Réunion et des Réunionnais. **Nous ne voulons plus baisser la tête !**

**Partageons, réfléchissons,
discutons, organisons-nous !**

**Nou lé pa plis, nou lé pa mwin,
Réyoné lèw la tèt !**

« C'est ici une véritable révolution copernicienne qu'il faut imposer, tant est enracinée en Europe, et dans tous les partis, et dans tous les domaines, de l'extrême droite à l'extrême gauche, l'habitude de faire pour nous, l'habitude de disposer pour nous, l'habitude de penser pour nous, bref l'habitude de nous contester ce droit à l'initiative [...] qui est, en définitive, le droit à la personnalité. »

Aimé Césaire

**Zorèy : dans le sens de "métropolitain". Il ne s'agit pas ici de diaboliser les Zorèy, mais de reconnaître qu'ils jouissent de certains privilèges en tant que Zorèy (symboliques et économiques). Face à cela, ils peuvent avoir deux comportements :*

- un comportement colonialiste, de dominant arrivant en pays conquis.*
- ou bien reconnaître ces privilèges pour essayer de ne pas reproduire des rapports de domination face aux réunionnais*

Signez, partagez !

www.lapel.re

